

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juin 2016
relative aux règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre
de la réforme de l'accès des tiers aux stockages**

L'UNIDEN rappelle qu'elle n'était pas favorable à quitter le processus d'allocations existant, ciblé essentiellement (ce qui est normal) sur les consommateurs climatiques. Avec les enchères proposées, nous craignons le choix de prix de réserve très faibles et donc un coût de compensation élevé pour les consommateurs. Mais nous craignons également, avec le projet d'approche « régionale » de la sécurité d'approvisionnement européenne, les conséquences potentiellement néfastes pour tous les consommateurs français de stockages alloués à très faible prix dans notre pays par comparaison avec ceux de pays voisins (forte compensation payée par les consommateurs français, avec une sécurité d'approvisionnement améliorée ... éventuellement plutôt dans les pays voisins que dans le nôtre).

Question 1: Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

L'UNIDEN partage bien entendu l'orientation de la CRE de faire maximiser le revenu des enchères. Nous nous demandons cependant si le fait d'afficher en priorité 1 (càd à tout prix) le remplissage effectif des capacités (càd hors rattrapage par obligations de dernier ressort) ne va pas à l'encontre de la volonté de maximisation des revenus, puisque cette priorité 1 de remplissage ...poussera naturellement à choisir des prix de réserve très faibles.

Question 2: Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1er novembre au 31 mars?

Oui.

Question 3: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en oeuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

L'UNIDEN reste favorable à limiter voire réduire le nombre de produits offerts.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits?

Oui.

Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

L'UNIDEN est favorable à la proposition de produits standard uniquement.

Question 6: Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Oui. Mais effectivement le préavis annonçant la commercialisation d'un produit spécifique doit être d'au minimum 10j (ce qui semble ne pas toujours avoir été le cas dans le passé).

Question 7: Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

Oui.

Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Oui.

Question 9: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

L'UNIDEN n'était pas favorable à la commercialisation de capacité pluriannuelle dès la 1^{ère} année, en particulier en volume trop important (la compensation pouvant en effet s'avérer lourde à assumer pour plusieurs années si on n'y prend garde, puisque ce sera un 1^{er} exercice sans REX préalable). Les modalités proposées par la CRE semblent pouvoir être un bon compromis (limitation d'offre pluriannuelle à 20%, produits offerts en annuel N+1, N+2, N+3 permettant la revente au marché secondaire).

Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

Oui.

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

Oui.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

Oui. Il faut à la fois harmoniser autant que possible et limiter dans le temps les enchères.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?

L'UNIDEN n'est pas contre une adjudication « pay as cleared ».

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?

L'UNIDEN préférerait une allocation à enchères ascendantes, simple et facilitant les analyses des acteurs au fur et à mesure des enchères (outre l'expérience acquise avec l'allocation des capacités Nord-Sud aux enchères ascendantes aussi).

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

L'UNIDEN reste défavorable à une indexation sur un spread de marché.

En effet (sauf erreur), si après la période d'enchères le spread été-hiver venait à baisser, le prix d'acquisition des capacités de stockage (qui va déjà connaître en France une baisse considérable) se retrouverait encore réduit pour les fournisseurs ...ce qui augmenterait encore la compensation à acquitter par les consommateurs (difficile à admettre pour eux ...alors que le spread été-hiver aura baissé entre-temps)!

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères?

En tout état de cause, l'UNIDEN a la préférence pour une non-publication des prix de réserve, chaque acteur se déterminant alors par rapport à ses propres alternatives (autres instruments de modulation, etc).

Bien sûr, cela va sans dire, il devra pouvoir être contrôlé par la CRE que, au vu des niveaux d'offres faites par les différents opérateurs, la stricte confidentialité aura manifestement été bien assurée pour tous (ou si un doute est possible).

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

a) L'UNIDEN rappelle avec insistance le risque induit par un terme de compensation élevé, susceptible de détériorer la compétitivité des consommateurs industriels dont la consommation de gaz naturel continue à être à la baisse en France. Au moins déjà pour le 1^{er} exercice d'enchères, et même s'il est partiellement pluriannuel, il est pour le moins indispensable de fixer des prix de réserve *significativement* supérieurs au spread été-hiver.

b) Enfin, pour que l'ensemble des risques du nouveau processus soient bien clairs pour chaque acteur, il devient urgent de préciser qui sera soumis aux obligations de dernier ressort, et à quel

niveau, pour le cas où le niveau de souscriptions nécessaires à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint. Notre compréhension est que ce sont exclusivement les fournisseurs de « clients protégés » (ce qui semble pleinement logique), c'est-à-dire uniquement les fournisseurs de clients résidentiel & tertiaire. Les clients industriels qui se fournissent au PEG mesurent bien les risques qu'ils prennent le cas échéant en cas de crise gazière, et par ailleurs sont délestables s'il le faut pour assurer l'approvisionnement des clients protégés, donc ne doivent logiquement pas y être soumis. Il devient nécessaire de clarifier cela au-delà des textes réglementaires existants.
